

**20 000 euros par « retenu »
en centre, contre 961 euros
par ancien**



Qui parle des centres de rétention administrative, pudiquement appelés CRA ? Personne, jamais. Pourquoi ? Parce que c'est un scandale.

Dans ces centres, chaque « retenu » coûte précisément à la France la somme de 649 euros par jour, soit quelque 20 000 euros par mois... À côté de cela, l'allocation du minimum vieillesse atteint 961 euros par mois. Quel scandale. Et ces vieux trop polis ne descendent pas très souvent dans la rue. Ils devraient.

20 000 euros par mois, pourquoi, comment ? Les retenus mangent du caviar à chaque repas, dorment dans de la soie et "ont piscine" tous les jours ? Certainement.

La France place en rétention une partie des hommes tout juste sortis de prison – c'est le cas, ici, pour trois hommes sur quatre -, des OQTF (obligation de quitter le territoire français), des étrangers que la justice éloigne de gré ou de force du territoire national, mais aussi des femmes et des familles. Tous attendent, aux frais du contribuable, que ce départ soit possible.

Il y aurait selon la Cimade 15 000 personnes retenues en France en ce moment. Il y a 26 CRA en France.

Sans parler des mineurs non accompagnés, qui ne sont ni mineurs ni non accompagnés, et nous coûtent également un pognon de dingue, ni de tout le reste.

La Cimade, justement, parlons-en. Subventionnée par l'État, c'est donc vous et moi qui payons, son but est d'empêcher l'expulsion des retenus, et de les relâcher sur le sol français, où ils pourront à nouveau s'adonner à leurs habituels forfaits multiples et variés. Dans chaque CRA, la Cimade dispose de bureaux et de permanents payés pour cela. Et les retenus sont incités à aller les voir.

Le durée de rétention maximum étant de 90 jours, le jeu de la Cimade et autre OFII est simple : il faut retarder les choses par tous moyens légaux, jusqu'à ce que les 90 jours soient atteints. C'est comme au monopoly, il faut piocher la bonne carte pour avancer et faire rester le retenu sur le sol français.

La Cimade le dit clairement : son combat est pour défendre les droits fondamentaux des personnes réfugiées. « Contribuer à contrer les discours simplistes et stigmatisants et ainsi agir sur les

politiques migratoires afin qu'elles deviennent enfin plus égalitaires et moins discriminantes ». Pour faire bonne mesure, elle prend en compte les questions de genre...

Mais les droits des Français de souche à vivre normalement de leur travail sans être rackettés par l'idéologie pro-migrants, et dans la sécurité, sans être continuellement agressés et cambriolés, la Cimade y pense ?

« La France ne peut pas accueillir toute la misère du monde » a dit Michel Rocard en 1989. Mais la Cimade et autres agissent comme si, justement, la France devait le faire. Quitte à faire naufrage, à se suicider.

L'insécurité a explosé en France : 185 cambriolages par jour. 120 attaques au couteau par jour. 67 viols par jour. Des jeunes femmes tuées de façon atroce, comme Lola, Axelle Dorier, ou cette ravissante italienne découpée en morceaux et mise dans une valise par vous savez qui.

Les églises attaquées à la machette, incendiées chaque jour, pendant que les mosquées prolifèrent, ça suffit.

La gare du Nord, qui n'est plus la France, selon Amine Elbahi, juriste français d'origine kabyle :

<https://www.fdesouche.com/2023/01/13/amine-elbahi-sur-linsecurite-qui-regne-gare-du-nord-je-pense-quil-faut-dire-la-verite-aux-francais-la->

80 % des détenus font le ramadan. Par ce chiffre, on sait qui remplit majoritairement les prisons.

72 % des Français en ont assez et demandent l'arrêt

d'une immigration de gens qui n'ont pas nos codes, qui refusent de s'intégrer, de s'intéresser à notre civilisation, de travailler, et qui veulent mettre leurs non-valeurs à la place des nôtres.

Heureusement des voix de plus en plus nombreuses s'élèvent sur ce sujet.

Exemple, celle de Dominique Reynié, professeur à Sciences-Po. Saluons ce prof qui fait exception à l'islamo-gauchisme aveugle de tant d'autres.

[Dominique Reynié : « On ne pourra pas faire l'économie de la fermeture migratoire. Sinon, aucune démocratie ne supportera un tel dérèglement. Sans fermeture, nous courrons au désastre, et nous le savons » – Fdesouche](#)

Il a déclaré hier : « on ne pourra pas faire l'économie de la fermeture migratoire. Sinon, aucune démocratie ne supportera un tel dérèglement. Sans fermeture, nous courrons au désastre et nous le savons. Nous aurons des affrontements entre communautés, et peut-être un pouvoir délirant porté par une foule en colère. »

Il a ajouté : « les migrants viennent de plus en plus de pays où l'on apprend à détester la France. Le défi est immense. C'est absurde et irresponsable pour nos gouvernants de ne pas voir le devoir impérieux de limiter l'immigration. »

Dominique Reynié parle aussi du Danemark : un pays qui vient de rendre les migrations chez lui très difficiles. Dès qu'un migrant a été condamné à une peine de prison, c'est fini pour lui.

Qu'attendons-nous ? Que la France tout entière soit comme la gare du Nord, qu'elle ne soit plus la

France ?

Cessons tout d'abord, de toute urgence en cette période de crise, de dépenser « un pognon de dingue » pour nos envahisseurs et contre nous-mêmes.

Sophie Durand